

Ministère de l'Économie
et des Finances

République de Côte d'Ivoire

Union - Discipline - Travail



DIRECTION GÉNÉRALE DU TRÉSOR ET DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE



LES SECTEURS MACROECONOMIQUES

Présenté par :

Faustin HONONZON,
*Conseiller Technique du Directeur Général du Trésor et de la
Comptabilité Publique*

DEFINITION

Un secteur macroéconomique est conformément aux économistes, un indicateur ou une grandeur synthétique qui mesure le résultat de l'activité de l'économie dans son ensemble, considérée sous un angle particulier.

On l'appelle également agrégat économique.

DEFINITION

Il en existe deux sortes :

- ceux qui sont enregistrés en termes de flux ;
- ceux qui sont enregistrés en termes de stocks.

Il existe cinq (05) types d'agrégats ou de secteurs qui sont :

le secteur réel ;

le secteur extérieur ;

le secteur monétaire et bancaire ;

le secteur public ;

le secteur privé.

DEFINITION

Ces différents secteurs macroéconomiques vont faire l'objet d'abord d'une analyse dans l'optique balance des paiements, puis d'une présentation à travers un cadre de référence macroéconomique.

.



I ANALYSE DANS L'OPTIQUE BALANCE DES PAIEMENTS

I.1 LE SECTEUR REEL

I-1-1- Identifications et explications des principaux paramètres du secteur réel

Par secteur réel, nous entendons les transactions économiques réelles d'une économie dont les principaux acteurs sont :

- les ménages ;
- les sociétés non financières ;
- les sociétés financières ;
- les administrations publiques ;
- le reste du monde.

Il dépend de trois (03) modes de calcul.

1) Au sens strict, il est composé de la Consommation (C), de l'Investissement (I), des Exportations (X) et des Importations (M).

C'est le secteur dont tous les autres secteurs relèvent. Il exprime toute la richesse d'un pays, en d'autres termes l'ensemble des Revenus appelé Produit Intérieur Brut (PIB) ou encore Y. L'équation comptable est la suivante :

$$Y = C+I+X-M.$$

Afin de prendre en compte toute la richesse nationale, il est toujours important de calculer le PIB au sens large c'est-à-dire le Revenu National (RN) mais en passant d'abord par le Produit National Brut (PNB).

2) Le Produit National Brut (PNB)

Pour calculer le PNB, il est conseillé d'ajouter au PIB au sens strict, les Revenus de Facteurs Nets (RFN).

Ils sont, en effet, issus des facteurs travail (L) et Capital (K). Le facteur L relève des différentes rémunérations des employés et quant au K, il concerne l'intérêt sur la dette extérieure.

Ainsi, notre équation comptable avec l'apport des Revenus de Facteurs Nets représentera le Produit National Brut (PNB) susvisé. Elle s'écrira sous la forme suivante :

$$\mathbf{PNB = Y+RFN = C+I+X-M+RFN.}$$

3) Le Revenu National (RN)

Pour parvenir au Revenu National qui est précisé ci-haut, grâce au PNB, il faut ajouter les transferts sans contreparties (les mandats poste, transferts rapides d'argent)

$$\text{RN} = \text{PNB} + \text{Transferts sans contreparties}$$

Le Revenu National est donc l'équivalent de tout le secteur réel et représente le PIB au sens large.

I-1-2- Autres calculs du PIB

Outre l'optique des dépenses (paiement de l'acheteur) développée ci-haut, le PIB peut se calculer selon les optiques ci-après :

Produit

Il s'agit ici des recettes du vendeur, caractérisées par la somme des Valeurs Ajoutées Brutes des divers secteurs de l'économie (primaire, secondaire et tertiaire) auxquelles il faut ajouter les impôts et extraire les subventions.

Revenu

Cette optique concerne la rémunération des salariés augmentée des impôts et de l'excédent brut d'exploitation, et diminué des subventions.

I-1-3 Analyser la Demande Globale et l'Offre à travers le PIB

La demande globale met en relief le niveau de toutes les dépenses effectuées et elle porte sur l'ensemble de la consommation et des investissements : $C + I$.

Quant à l'offre globale, il représente le revenu, plus précisément toute la richesse nationale ($Y = \text{PIB}$).

A l'équilibre, ces deux entités se présentent comme suit : $Y = C + I$.

C'est l'équation qui caractérise l'équilibre intérieur. Pour réaliser l'équilibre macroéconomique, cet équilibre doit aller de paire avec l'équilibre extérieur appelé aussi l'équilibre de la balance des paiements.

I-1-4 Comprendre le mode de calcul du PIB nominal et du PIB réel

Le PIB nominal, ou à prix constant, ou en valeur est valorisé par rapport au prix de l'année courante.

Exemple :

$$\text{PIB 2000} = Q_{2006} \times P_{2006}$$

Le PIB est dit réel lorsqu'on calcule sa valeur en utilisant le prix d'une année de base de donnée.

Exemple :

$$\text{PIB 2004} = Q_{2004} \times P_{2000}$$



Année	2008	2009	2010
Prix	1000	1600	1900
Quantité	160	200	100
PIB nominal	160 000	32 000	190 000
PIB réel (2008 = 100)	160 000	200 000	100 000

I-1-5 Comprendre le taux de croissance économique

Le taux de croissance (TC) mesure l'évolution de la production dans le temps (généralement l'année)

$$TC = (\text{PIB réel}_t - \text{PIB réel}_{(t-1)} / \text{PIB réel}_{(t-1)}) \times 100$$

I-1-6 Comprendre le PIB par tête

C'est une mesure du revenu moyen par habitant. Il est égal au PIB rapporté à la population totale.

I-1-7 Comprendre le taux d'inflation

C'est l'augmentation du niveau général des prix. C'est un indicateur de stabilité macroéconomique.

$$\text{Taux d'inflation} = \frac{(\text{indice des prix à la consommation})_t - (\text{indice de prix à la consommation})_{t-1}}{(\text{indice des prix à la consommation})_{t-1}} \times 100$$

Choisir d'abord un panier de biens et services représentatifs et collecter les prix, puis calculer le coût du panier tout en choisissant une année de base (ou le faire par mois). Calculer l'indice des prix.

I-1-8 Comprendre le taux de croissance économique

Le taux de croissance (TC) mesure l'évolution de la production dans le temps (généralement l'année)

$$TC = (\text{PIB réel}_t - \text{PIB réel}_{(t-1)}) / \text{PIB réel}_{(t-1)} \times 100$$

I-1-9 Comprendre le PIB par tête

C'est une mesure du revenu moyen par habitant. Il est égal au PIB rapporté à la population totale.

I-1-10 Comprendre le taux d'inflation

C'est l'augmentation du niveau général des prix. C'est un indicateur de stabilité macroéconomique.

I – 2 LE SECTEUR EXTERIEUR

Le secteur dont les opérations s'apparentent à celle de la balance des paiements retrace comme ce document, l'ensemble des transactions entre résidents (ceux qui demeurent légalement sur le territoire économique) et le reste du monde pour une période qui n'excède pas 12 mois, c'est-à-dire l'année.

Cette balance est un document composé de deux parties qui mettent l'accent sur les flux suivants :

- économiques, qui permettent d'obtenir le solde économique (ou solde des opérations) ;
- monétaires, appelés solde monétaire (ou caisse).

Il convient de préciser que le solde des opérations ou Solde Economique (SE) et le Solde Monétaire (SM) ou Caisse, s'échangent en signes contraires. La somme de ces deux soldes doit donc donner le chiffre 0 : $SE + SM = 0$

Si le $SM + SE$ donne un chiffre différent de 0, l'ajustement se fait par le poste des erreurs et omissions.



D'une manière générale, l'équation de la balance des paiements est la suivante :

$$X - M + S (\text{Snf nets} + \text{Sf nets}) + \text{TR} + \text{KNM} = \text{R}$$

X	=	Exportations de biens
M	=	Importations de biens
S	=	Services non facteurs nets et services facteurs nets
TR	=	Transferts sans contreparties
KNM	=	Capitaux non monétaires
R	=	Réserves ou capitaux monétaires ou Avoirs Extérieurs Nets (AEN)



I-2 – 1 Composition du Solde Economique

Le Solde Economique prend en compte 3 soldes ou balances qui sont :

La balance des opérations courantes ou BOC

$$\text{BOC} = X - M + \text{Snf nets} + \text{RF nets} + \text{TR nets}$$

Elle est située juste au-dessus de la première ligne

- La Balance des Capitaux non monétaires à court terme et à moyen et long terme
- La Balance Globale qui relève de la somme des balances susvisées. Elle se situe juste au-dessus de la deuxième ligne qui représente la frontière entre les Soldes Economiques et Monétaires.

Le tableau ci-après, récapitule les différents soldes de la balance des paiements

X

- M

+ Snf net

+ Rfnets

+ TR nets

----- (1^{ère} ligne)

= BOC (Balance des Opérations courantes)

+ KNM (à CT, à M et LT)

+ Erreurs et Omissions

= BG (Balance Globale)

----- déplacement de la ligne

KM = AEN

I-2- 2 Commentaire du tableau

Lorsque la BOC est déficitaire et que l'on souhaite garder le même niveau des importations, il convient alors d'emprunter. C'est un déficit dont le financement ne peut se faire que par les capitaux non monétaires à court terme, c'est-à-dire par le crédit commercial qui est la toute première forme de financement du déficit. Il peut être perçu comme étant la contrepartie d'une livraison non payée comptant.

L'insuffisance des capitaux non monétaires à court terme pour équilibrer la BOC entrainera un autre financement, mais cette fois-ci par les capitaux non monétaires à moyen et à long terme.

Lorsque le déficit persiste avec l'utilisation des capitaux non monétaires à moyen et long terme, on fait alors recours aux réserves qui ne sont autres que les capitaux monétaires ou les Avoirs Extérieurs Nets.

En résumé, pour ce qui est des transactions réelles, elles reflètent les flux de biens, services, revenus et transferts inclus.

Il s'agit :

- du compte courant avec :
 - compte sur les biens ;
 - compte sur les services ;
 - compte de revenus primaires ;
 - compte de revenus secondaires.

- Une partie du compte capital (transferts)

Quant aux transactions financières (capitaux non monétaires), elles reflètent les transactions sur les actifs, le remboursement et l'extinction de créances ou dettes. Il s'agit du compte financier composé des investissements :

- investissements directs ;



- investissements de portefeuille ;
- autres investissements ;
- actifs de réserve.

La balance des paiements est en général enregistrée en monnaie locale et en devise étrangère et selon le principe de la comptabilité en partie double :

- La valeur de ce qui fait la transaction ;
- Comment cela est payé.

I - 3 SECTEUR DES FINANCES PUBLIQUES

Les Finances Publiques relèvent des sciences sociales et ont pour objet l'étude du phénomène financier public dans sa globalité : ressources, charges, trésorerie, procédure budgétaire et comptable, politique budgétaire etc...

I - 3 – 1 Au titre des ressources nous avons :

- Recettes
 - Impôts et taxes ;
 - Revenus de la propriété et du patrimoine, droits divers de redevance.

- Dons reçus

I - 3 – 2 Au niveau des charges ou emplois

- Dépenses courantes ;
- Dépenses d'investissement ;
- Dépenses en capital subvention ;
- Dons effectués ;
- Intérêts sur la dette.



I - 3 – 3 Le solde budgétaire (SB)

SB = Recettes – Dépenses

SB > 0 = Recettes > Dépenses

SB < 0 ; Recettes < Dépenses = Recours aux financements

I - 3 – 4 Financements

- Financement intérieur
 - bancaire ;
 - non bancaire.
- Financement extérieur
 - dette ;
 - .

- emprunts obligataires ;
- rééchelonnement de la dette ;
- remise de dette ;
- etc...

I - 3 – 5 Dette Publique

C'est l'ensemble des emprunts contractés par l'Etat et ses démembrements (collectivités locales, entreprises publiques, etc...)

I - 3 – 6 Solvabilité du pays, soutenabilité de la dette extérieure

- Solvabilité : Capacité d'un pays à s'acquitter de ses obligations de manière continue ;
- Soutenabilité : capacité à faire face à une contrainte budgétaire, en dehors de toute modification majeure des recettes ou des dépenses publiques

I - 3 – 7 Indicateurs de la dette

Le ratio de la dette aux exportations est défini comme le ratio de l'encours de la dette en fin d'année aux exportations de biens et services de l'économie pour toute année donnée.

Le ratio de la dette au PIB est défini comme l'encours total de la dette extérieure en fin d'année rapporté au PIB annuel.

I – 4 SECTEUR MONETAIRE

L'analyse du secteur monétaire permet de déterminer que la variation de l'offre Globale est fonction de la somme du crédit intérieur net et des Avoirs Extérieurs nets.

La représentation comptable de ce secteur monétaire est la suivante :

$$M_0 = \text{CIN} + \text{AEN}$$

CIN = Crédit Intérieur Net

A l'équilibre, cette fonction d'Offre Globale doit être égale à la fonction de Demande Globale de monnaie dont la représentation comptable est la suivante :

$$M^d = k \text{ PIB avec } k = 1/V$$

V est la vitesse de circulation de la monnaie, indispensable ici en matière de gestion de la pratique monétaire, plus précisément de l'émission de la monnaie légale.

Par ailleurs, il existe des interactions entre le secteur monétaire et les autres secteurs macroéconomiques, notamment :

- avec le secteur public pour le financement de certaines activités de l'Etat ;
- avec le secteur privé en vue d'acquérir l'épargne résiduelle pour le développement des activités économiques.

Le secteur monétaire a aussi pour rôle d'assurer la politique monétaire et de développer ses instruments qui sont la masse monétaire et les taux d'intérêts .



I – 5 SECTEUR PRIVE

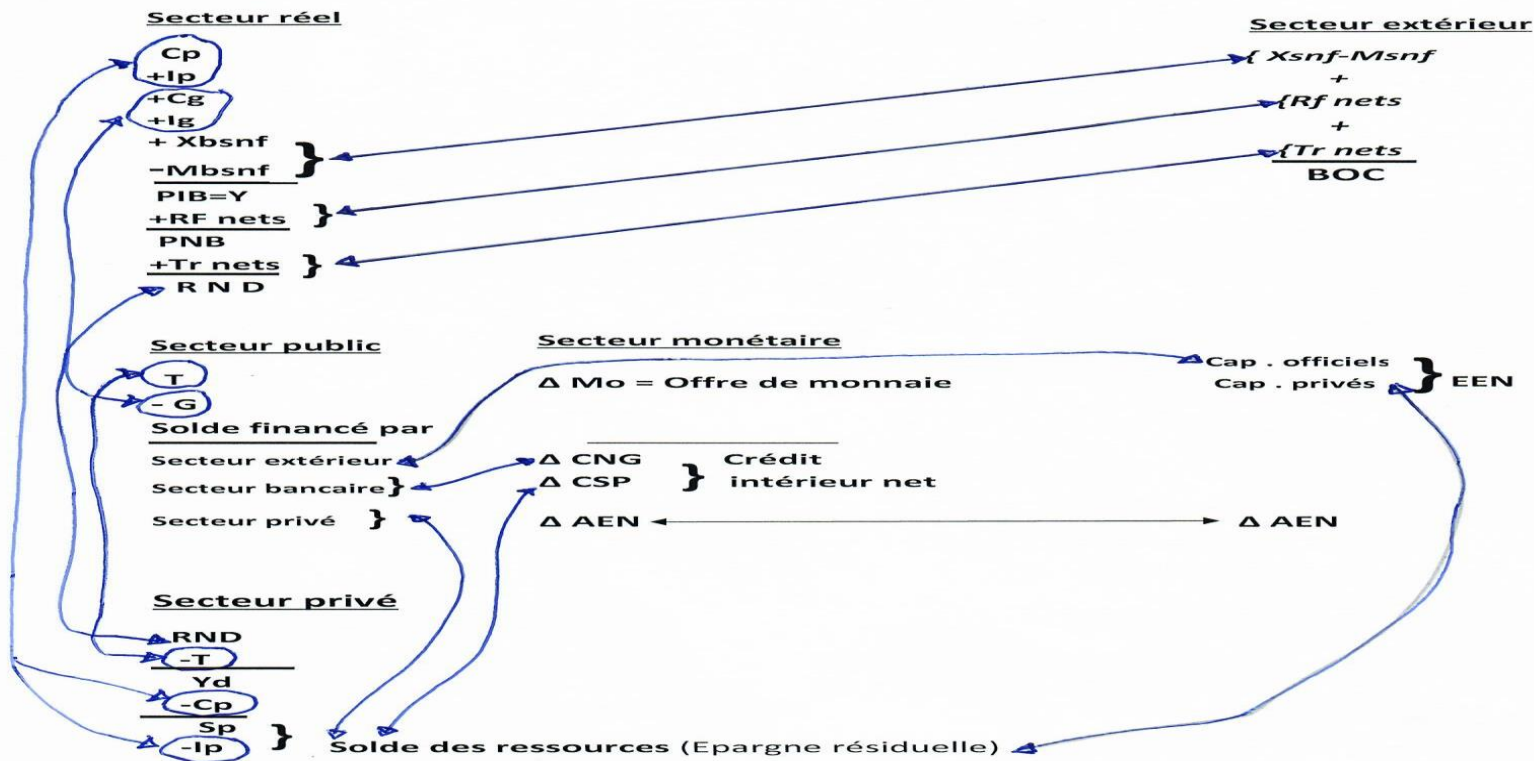
Le secteur privé est complémentaire du secteur public, et est essentiel pour la croissance et la création de richesse. Il permet de créer, des emplois dans des secteurs d'activités qui ne sont pas pris en charge par l'Etat et contribue au développement social et technologique, ainsi qu'à l'innovation.

Le secteur privé a des rapports très étroits avec les autres secteurs, notamment. réel pour le revenu national disponible, et des Finances Publiques pour ce qui est des taxes ou recettes de l'Etat.

Il concourt aussi au développement de l'épargne résiduelle qui joue un rôle essentiel au niveau du processus de financement du marché financier.



II CADRE DE REFERENCE MACROECONOMIQUE



Le cadre de référence macroéconomique est le résumé des analyses des différents agrégats. Il met l'accent outre ces analyses, sur les interactions entre les différents secteurs macroéconomiques. C'est un véritable outil de politique économique et financière



CONCLUSION



Les secteurs macroéconomiques sont donc des agrégats indispensables à la bonne gestion de l'économie nationale.

Il s'agit en fait de grandeurs économiques qui nous renseignent sur l'évolution des différentes activités économiques et financières et les éventuelles dispositions à prendre pour leur coordination tant au niveau national que sous régional.

Ces grandeurs permettent par ailleurs, de disposer des atouts nécessaires pour mener à bien toutes les programmations visant à mettre sur pied les meilleures politiques en matière de développement économique et financier.